

# Dix millions pour un parcours d'intégration obligatoire en Wallonie

## LE RÉSUMÉ

primo-arrivants.

Face à la crise des réfugiés, la **Wallonie va accélérer la mise en place d'un parcours d'intégration obligatoire** pour les **Le ministre cdH Maxime Prévot exige du gouvernement une enveloppe de 10 millions pour des cours obligatoires de français et de citoyenneté.**

### FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Face à l'ampleur de la crise des réfugiés, le gouvernement wallon semble aujourd'hui disposé à accélérer la mise en place d'un parcours d'intégration obligatoire en Wallonie, comme c'est le cas en Flandre. Jusqu'ici peu réceptive à l'appel du pied du Secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations Theo Francken (N-VA) – exhortant la Wallonie à rendre obligatoire son parcours d'intégration pour primo-arrivants –, l'équipe PS-cdH qui dirige le sud du pays va examiner le dossier dans les prochains jours. «*Nous voulons le rendre obligatoire et nous voulons dégager du budget. On en discutera lors du prochain conclave budgétaire*», a ainsi expliqué jeudi Paul Magnette, le ministre-président de la Région wallonne.

Si le point figure dans la déclaration de politique régionale conclue entre le PS et le

cdH à l'été 2014, les socialistes ont toujours freiné des quatre fers son application en se rangeant derrière des impératifs budgétaires. Tout au plus, certains évoquaient un possible parcours d'intégration en 2016. «*Le PS a perdu beaucoup en crédibilité ces dernières semaines avec la sortie de Rudy Demotte (NDLR, le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles) et l'histoire de la caserne de Tournai. Les socialistes sont obligés de bouger*», confie une source proche du gouvernement.

Côté cdH, Maxime Prévot, le ministre de l'Action sociale, entend bien faire pression sur ses collègues pour obtenir des moyens importants. «*Je veillerai à avoir les moyens suffisants pour garantir un soutien au secteur associatif et rendre ce parcours d'intégration obligatoire. Lors du prochain conclave budgétaire, je vais demander une enveloppe de 5 à 10 millions d'euros. C'est un premier pas. Si j'arrive à décro-*

*cher un tel montant, c'est déjà très bien*», estime le vice-président cdH du gouvernement.

### Cours de citoyenneté

Maxime Prévot n'entend par ailleurs pas limiter le parcours d'intégration aux modalités prévues dans la déclaration de politique régionale. «*Ce parcours va rendre obligatoire l'apprentissage du français. Mais je veux aller plus loin et rendre aussi obligatoire un cours de citoyenneté pour les étrangers. Ce cours existe dans l'enseignement, il serait donc normal qu'il s'adresse aussi aux étrangers.*»

Maxime Prévot réclame par ailleurs une concertation entre le gouvernement fédéral et les entités fédérées pour évaluer l'impact de l'arrivée des réfugiés sur les politiques régionales. «*Je suis abasourdi que le gouvernement fédéral n'ait pas encore pris la peine de réaliser cette concertation.*»

## 450.000 migrants

**450.000 réfugiés ont été enregistrés en Allemagne depuis le début de 2015 dont 37.000 pour la seule première semaine de septembre.**

### AU FEDERAL

CHARLES MICHEL MAINTIEN SA CONFIANCE À FRANCKEN

Le Premier ministre Charles Michel (MR) a qualifié jeudi soir de «*maldresse*» et de «*faute de communication*» le tweet de son secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, **Theo Francken (N-VA), qui avait ironisé** mardi sur le peu de succès rencontré auprès des demandeurs d'asile par le nouvel espace d'accueil installé par le gouvernement dans le bâtiment WTC III à Bruxelles en se demandant **si les tentes installées dans le parc Maxi-**

**milien tout proche n'étaient pas «trop douillettes».**

Charles Michel a affirmé lors de l'émission «Jeudi en prime» de la RTBF maintenir sa confiance en son secrétaire d'État qui «travaille bien». Theo Francken demandera ce vendredi au conseil des ministres la création de **8.000 places supplémentaires** pour faire face à l'afflux de demandeurs d'asile, a-t-il par ailleurs annoncé hier devant le Parlement. Si la tendance actuelle se poursuit, il devra en outre disposer de **600 millions d'euros l'an prochain** pour permettre à Fedasil d'accueillir les demandeurs. Actuellement, le bud-

get s'élève à quelque 280 millions. Le mois de septembre pourrait se clôturer avec 5.500 demandes d'asile alors qu'au mois d'août, le nombre tournait déjà autour de 4.500. Les Syriens représentent environ 19% des demandeurs. Face aux députés, Francken et le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders, ont tenu à insister sur **l'unité du gouvernement**. «*Nous avons été confrontés ces dernières semaines à une situation exceptionnelle et le gouvernement, dans toutes ses composantes, a pris toutes ses responsabilités*», a assuré le vice-Premier ministre MR.

**BELGA**

# La droite en France divisée sur les réfugiés

**DELPHINE DENUIT**

À PARIS

Les migrants sèment la zizanie à droite. Hier pour la première fois, Nicolas Sarkozy a précisé sa stratégie pour vaincre la crise des réfugiés en Europe. Dans un entretien accordé au «Figaro», l'ancien président de la République rejette l'idée de quotas et plaide pour un statut provisoire de «réfugié de guerre» afin de secourir temporairement les migrants fuyant la Syrie, l'Afghanistan et l'Irak. Pour différencier les réfugiés des migrants économiques, il propose de créer des centres de rétention dans les pays annexes à Schengen, d'où seraient instruites les demandes d'asile. Enfin, le chef des Républicains suggère de durcir l'accès aux aides sociales, de supprimer l'aide médicale d'État (seule l'aide d'urgence subsisterait) et de freiner le flux de migrants économiques. «Nous n'avons plus les capacités en termes d'emploi, en termes de logement et en termes financiers de les accueillir (...) si nous n'y prenons garde, les risques de désintégration de la société française grandiront jusqu'à devenir inévitables», prédit-il tout en se démarquant des récents propos de Marine Le Pen: «L'immigration zéro qu'elle prétend est un mensonge et, du point de vue des valeurs humaines, une honte.»

## Voix dissonantes

Alors que la France s'apprête à accueillir un millier de réfugiés dans les prochaines heures (sur 24.000), Nicolas Sarkozy semble résolu à fixer un cap à sa droite, en équilibre entre l'intransigeance prônée par le FN et l'accueil franc et massif voulu par le PS. Cet exercice de synthèse est d'autant plus périlleux qu'il intervient tardivement (après le Congrès du parti à la Baule) et s'ajoute aux nombreuses prises de position contradictoires à droite. De François Fillon à Alain Juppé, en passant par Bruno Le Maire et Jean-Pierre Raffarin, pas un Républicain ne parle d'une même voix! En refusant tout quota, Sarkozy rejoint les positions de plusieurs ténors du parti (Xavier Bertrand, Christian Estrosi) mais s'oppose à l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, favorable à un plafonnement. La cacophonie est plus flagrante encore en matière d'accueil. Alors que le gouvernement appelle les maires à recevoir des réfugiés syriens, certains édiles – comme Xavier Bertrand – s'y refusent catégoriquement. Maire de Troyes et président de l'Association des maires de France, François Baroin n'en veut pas non plus dans sa ville mais se dit favorable au principe du volontariat...

Tandis que le maire de Roanne, Yves Nicolin accepte d'ouvrir ses portes mais uniquement aux chrétiens. À l'inverse d'Alain Juppé qui ouvre grand les bras de Bordeaux Métropole. Un séminaire sur l'immigration prévu le 16 septembre doit mettre la droite en ordre de marche. L'occasion pour Sarkozy de tester son autorité sur son nouveau parti.